

Portugal

Sommet UE, Méditerranée et Moyen-Orient

Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne – Moyen-Orient profitable ?

Le Portugal, pays d'Europe du sud centré sur la façade atlantique, membre depuis 1986 de l'Union Européenne (UE) et depuis 1974 en démocratie, a eu des dernières élections législatives en mars 2024. Le Parti socialiste (PS) du Premier ministre, António Costa, qui avait la majorité dans le Parlement Portugais avec 120 sièges, a dû démissionner suite à l'apparition de son nom dans une enquête judiciaire de corruption le 7 novembre 2023. Des élections ont été menées le 10 mars 2024 avec les résultats suivants : 79 sièges pour l'Alliance démocratique, 77 pour le Parti Socialiste, 48 sièges pour Chega, 8 sièges pour l'Initiative Libérale et 5 sièges pour le Bloc de Gauche. À date du 12 mars 2024, aucun Premier Ministre a été désigné.

Dans le cadre de ce sommet entre l'UE, les pays méditerranéens et ceux du Moyen-Orient, nous nous interrogeons sur la viabilité du relancement des coopérations entre nos régions.

Premièrement, notre nation a beaucoup d'enjeux autour de ces pays souvent en conflits. C'est pour cela que le Portugal agit par le biais d'opérations de maintien de la paix comme celle de l'Organisation des Nations unies au Liban depuis sa création. Nous soutenons aussi le développement économique des nos pays partenaires. Les menaces transnationales dont le terrorisme sont des aspects que nous voulons éradiquer. Nous encourageons les échanges culturels et éducatifs pour renforcer les liens entre nos pays. Nous coopérons aussi en matière de la recherche, de la santé et du développement durable centrés sur la lutte contre le réchauffement climatique. Enfin nous défendons la promotion des droits humains et les processus de démocratisation des pays.

Deuxièmement, quant à notre positionnement, nous sommes alignés avec celle de l'UE et encourageons les coopérations dans les domaines de la paix, la stabilité, le rapprochement des nos peuples et la protection des populations civiles.

Troisièmement, nous avons signé de nombreux accords qu'avec les pays de cette région. Le premier en 1995 à Barcelone pour promouvoir les réformes politiques, économiques et sociales et le développement socio-économique et la stabilité par la paix : le partenariat euro-méditerranéenne (PEM). Nous avons signé avec l'Autorité palestinienne (actuel gouvernement de l'État de la Palestine) un accord pour coopérer dans le développement pour encourager la vie dans les milieux ruraux de la Cisjordanie occupée. Avec l'Égypte nous en avons signé un sur le domaine du développement durable et des énergies renouvelables.

Quatrièmement, nous avons essayé de solutionner la situation dans ces pays en signant 12 accords d'association sous l'égide de l'UE pour promouvoir en Moyen-Orient plus stable et pour inclusif des différentes nationalités. Nous pensons que ce soutien favorise le dialogue et le partenariat entre nos deux continents. Nous travaillons pour coopérer dans de nombreux domaines divers et complémentaires. Tout d'abord, dans le domaine commercial, nous promovons le libre-échange avec certains des pays de cette région et à promouvoir l'investissement privé. Ensuite, dans le domaine politique, nous aidons ces pays à inclure dans leurs lois fondamentales des moyens pour réduire la conflictualité des conflits, afin de les résoudre de manière pacifique et consensuelle. Puis, nous voulons que ces pays puissent se développer économiquement et socialement par le biais de programmes de coopération dans l'éducation, la santé et le développement durable qui sont vitaux pour notre planète. Encore un thème dans lequel nous devons nous centrer sur les questions liées à la migration et la mobilité des étudiant, chercheurs et travailleurs qualifiés entre nos régions. Enfin, un des termes traités dans ces accords est la coopération pour la lutte contre le terrorisme et entre polices nationales et judiciaires, pour agiliser les processus bureaucratiques.

Cinquièmement, des solutions que nous pouvons implémenter pour améliorer seraient un accord de libre-échange et de circulation entre l'UE et certains pays du Moyen-Orient. Notre objectif depuis le

Portugal est de porter la parole pour que ce projet puisse être mené. Nous pensons que dans ce monde mondialisé aucune nation en paix ne doit rester en arrière et être en retard en matière sociale et économique. C'est l'esprit du monde qui est en jeu.

Pour conclure, le Portugal est aligné avec la vision de l'UE sur le Moyen-Orient et est europhile depuis la révolution de Œillets en 1974 qui a renversé la dictature. Nous voulons améliorer les relations de l'UE avec des partenaires commerciaux. Nos alliés seraient les pays de l'UE logiquement puis, enfin, l'Israël en paix, le Liban, l'Égypte et la Jordanie principalement, pour préparer un scénario démocratique et bénéfique pour tout le monde.